

**Assemblée générale**

Soixante-dix-septième session

Documents officiels

Distr. générale  
21 février 2023  
Français  
Original : anglais

---

**Troisième Commission****Compte rendu analytique de la 18<sup>e</sup> séance**

Tenue au Siège, à New York, le jeudi 13 octobre 2022, à 15 heures

*Présidence* : M. Blanco Conde . . . . . (République dominicaine)  
*puis* : M. Venancio Guerra (Vice-Président) . . . . . (Portugal)  
*puis* : M. Blanco Conde (Président) . . . . . (République dominicaine)  
*puis* : M. Venancio Guerra (Vice-Président) . . . . . (Portugal)

**Sommaire**Point 68 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits humains (*suite*)

- a) Application des instruments relatifs aux droits humains (*suite*)
- b) Questions relatives aux droits humains, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits humains et des libertés fondamentales (*suite*)
- c) Situations relatives aux droits humains et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux (*suite*)
- d) Application intégrale et suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne (*suite*)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents ([dms@un.org](mailto:dms@un.org)) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org>).



*La séance est ouverte à 15 h 5.*

**Point 68 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits humains (*suite*)**

- a) **Application des instruments relatifs aux droits humains (*suite*)** ([A/77/40](#), [A/77/44](#), [A/77/228](#), [A/77/230](#), [A/77/231](#), [A/77/279](#), [A/77/289](#) et [A/77/344](#))
- b) **Questions relatives aux droits humains, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits humains et des libertés fondamentales (*suite*)** ([A/77/48](#), [A/77/56](#), [A/77/139](#), [A/77/157](#), [A/77/160](#), [A/77/162](#), [A/77/163](#), [A/77/167](#), [A/77/169](#), [A/77/170](#), [A/77/171](#), [A/77/172](#), [A/77/173](#), [A/77/174](#), [A/77/177](#), [A/77/178](#), [A/77/180](#), [A/77/182](#), [A/77/183](#), [A/77/189](#), [A/77/190](#), [A/77/196](#), [A/77/197](#), [A/77/199](#), [A/77/201](#), [A/77/202](#), [A/77/203](#), [A/77/205](#), [A/77/212](#), [A/77/226](#), [A/77/235](#), [A/77/238](#), [A/77/239](#), [A/77/245](#), [A/77/246](#), [A/77/248](#), [A/77/262](#), [A/77/262/Corr.1](#), [A/77/270](#), [A/77/274](#), [A/77/284](#), [A/77/287](#), [A/77/288](#), [A/77/290](#), [A/77/296](#), [A/77/324](#), [A/77/345](#), [A/77/357](#), [A/77/364](#) et [A/77/487](#))
- c) **Situations relatives aux droits humains et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux (*suite*)** ([A/77/149](#), [A/77/168](#), [A/77/181](#), [A/77/195](#), [A/77/220](#), [A/77/227](#), [A/77/247](#), [A/77/255](#), [A/77/311](#), [A/77/328](#) et [A/77/356](#))
- d) **Application intégrale et suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne (*suite*)** ([A/77/36](#))

1. **M<sup>me</sup> Pazartzis** (Présidente du Comité des droits de l'homme), intervenant en visioconférence pour présenter le rapport du Comité des droits de l'homme ([A/77/40](#)), dit que la 132<sup>e</sup> session du Comité, au cours de laquelle s'est poursuivi l'examen des renseignements fournis par les États parties, s'est tenue en ligne en raison de la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19). La 133<sup>e</sup> session s'est déroulée en présentiel mais un mode de fonctionnement flexible et hybride avait cours lors de l'examen des renseignements concernant les États parties particulièrement touchés par la pandémie, le Comité autorisant les membres des délégations à y assister à distance. Ensuite, le Comité a repris ses travaux en présentiel à Genève.

2. Le Comité a continué de collaborer avec tous les acteurs engagés au niveau des pays, y compris des entités des Nations Unies, des institutions nationales et organisations non gouvernementales de promotion et de protection des droits de l'homme. Au cours de la période

considérée, le Comité a eu des échanges constructifs avec 15 États parties et a adopté 13 listes de points portant sur les rapports initiaux ou périodiques des États parties et 4 listes de points à traiter avant la présentation des rapports au titre de la procédure simplifiée de présentation des rapports.

3. En 2019, le Comité a adopté un cycle d'examen prévisible de huit ans, dont la mise en œuvre a toutefois été légèrement retardée par la pandémie de COVID-19. Néanmoins, le Comité se félicite du nombre encourageant de rapports déjà soumis par les États parties, qui témoigne clairement de la volonté de ces derniers de réaliser les droits énoncés dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et de respecter leurs obligations concernant la soumission de rapports. Actuellement, 40 rapports d'États parties sont en attente d'examen de la part du Comité.

4. À sa 133<sup>e</sup> session, le Comité a revu la procédure concernant la suite donnée aux observations finales, le délai de soumission par les États parties des informations y relatives étant porté de deux à trois ans. Ces informations sont examinées durant la quatrième année suivant l'adoption des observations finales, conformément au cycle d'examen prévisible de huit ans.

5. En juin 2022, à leur trente-quatrième réunion annuelle, les présidentes et présidents des organes créés en vertu d'un instrument international relatif aux droits de l'homme sont convenus d'établir un calendrier d'examen prévisible pour tous les organes, à savoir un cycle de huit ans pour les examens complets, comprenant un examen moins approfondi à mi-chemin, devant améliorer la prévisibilité et le fonctionnement du système et garantir l'égalité de traitement entre tous les États parties. Il a également été décidé de continuer d'harmoniser les méthodes de travail des organes conventionnels en vue d'une meilleure coordination, y compris concernant les examens de suivi et l'indispensable mise au point d'une plateforme numérique de traitement des procédures (rapports et communications présentées par des particuliers) en retard. Les secrétariats de ces organes et les expertes et experts doivent disposer d'outils numériques modernes et adaptés à leur usage qui leur permettent de travailler plus efficacement et de communiquer avec leurs interlocuteurs extérieurs. Ce type d'amélioration dynamiserait considérablement la gestion des affaires courantes et rendrait les organes conventionnels plus accessibles.

6. Comme souligné dans le rapport du Secrétaire général sur la situation du système des organes conventionnels des droits de l'homme ([A/77/279](#)), la mise en œuvre du calendrier prévisible exige que les

organes conventionnels et leurs secrétariats reçoivent des ressources supplémentaires pour faire face à la charge de travail et assumer l'ensemble des tâches qui leur incombent au titre des traités. Les présidentes et présidents ont demandé au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme d'établir un plan d'action pour la mise en œuvre de leurs conclusions.

7. Au titre du premier Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Comité a adopté 196 décisions (considérations) au cours de la période considérée et jusqu'à ce jour. Il a reçu plus de 70 % de l'ensemble des communications adressées par des particuliers aux organes conventionnels. Il s'est efforcé d'améliorer ses méthodes de travail, en particulier concernant le traitement des susdites communications, mais les ressources humaines et financières mises à sa disposition n'ont pas suivi la même courbe ascendante que la charge de travail. À moins que les effectifs n'augmentent, ce qui permettrait de traiter un plus grand nombre de communications, le Comité ne sera pas en mesure de résorber de manière rapide et efficace le retard accumulé. La situation sape la crédibilité du Comité en tant que mécanisme diligent de recours pour les victimes de violations des droits humains.

8. La reprise des sessions en présentiel permet au Comité d'examiner davantage de rapports d'États parties. Pendant la 136<sup>e</sup> session, le Comité a eu des échanges constructifs avec les délégations de haut niveau de trois États parties et examinera les informations soumises par trois autres États parties la semaine suivante. Il se penchera également sur les communications soumises au titre du premier Protocole facultatif et sur l'adoption des listes de points et des listes de points établies avant la soumission des rapports concernant trois États parties.

9. Le renforcement des organes conventionnels progresse, mais la situation financière demeure difficile. Les États Membres doivent assumer les responsabilités découlant des instruments relatifs aux droits de l'homme qu'ils ont ratifiés et veiller à ce que le système des organes conventionnels reçoive des financements suffisants du budget ordinaire de l'ONU. Ce système constitue un moyen professionnel et apolitique de protéger et de promouvoir les droits humains, et il n'a jamais été aussi important et pertinent que dans le contexte actuel.

10. *M. Venancio Guerra (Portugal), Vice-Président, prend la présidence.*

11. **M. Delgado** (États-Unis d'Amérique) dit que la création de portails des communications, de formulaires électroniques et de dispositifs de suivi des procédures

devrait aider le Comité à résorber son retard. La délégation des États-Unis d'Amérique souhaiterait savoir où en est la mise en œuvre de ces réformes. Elle espère que le Comité maintiendra ses relations avec la société civile, qui est une source inestimable d'information. Elle demande quelles mesures supplémentaires peuvent être prises pour résorber le retard de traitement des communications.

12. **M<sup>me</sup> Monge** (Mexique) souligne que, grâce au dialogue franc et prolongé établi avec le Comité des droits de l'homme, les autorités mexicaines ont pu renforcer leurs capacités institutionnelles en matière de défense des droits humains. En 2020, le Comité a participé à une réunion avec des juges de la Cour interaméricaine des droits de l'homme au cours de laquelle ces deux institutions sont convenues qu'elles devaient insister davantage sur les droits des personnes vulnérables en raison des effets disproportionnés que la pandémie de COVID-19 avaient sur elles. La délégation mexicaine souhaiterait connaître l'état d'avancement du dialogue entre les responsables de la coordination chargés par le Comité et par les organes régionaux de s'attaquer aux formes de discrimination croisée et multiple et à la marginalisation subies par les personnes en situation vulnérable.

13. *M. Blanco Conde (République dominicaine) reprend la présidence.*

14. **M<sup>me</sup> Theofili** (Grèce) dit que son pays est en train de préparer sa réponse à la liste préalable de points à traiter et remercie le Comité des droits de l'homme pour la concision et la précision de sa liste. Elle se demande comment le Comité peut mieux contribuer à promouvoir la coordination entre les organes conventionnels, en particulier concernant la forme et le contenu des listes de points et des observations finales ainsi que leur champ d'application.

15. La Grèce soutient les efforts déployés pour que les technologies et plateformes numériques aident les organes conventionnels dans l'exercice de leur mandat. La délégation grecque souhaiterait savoir dans quelle mesure les outils numériques peuvent contribuer à diffuser des informations sur le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et sur le travail de son organe de contrôle.

16. **M<sup>me</sup> Stanciu** (Roumanie) dit que le Comité des droits économiques, sociaux et culturels explique, dans son rapport annuel ([E/2022/22-E/C.12/2021/3](#)), qu'il a décidé de se concerter avec le Comité des droits de l'homme, à titre expérimental, pour l'élaboration des listes préalables de points à traiter concernant un même pays. La délégation roumaine souhaiterait connaître les implications de cette expérience pour les États parties.

17. **M. Pascual** (Chili) dit que, étant donné l'importance des examens périodiques des organes conventionnels et de l'application de leurs recommandations, son pays cherche à maintenir un haut niveau de conformité pour ce qui est de la présentation des rapports périodiques et de la participation à des dialogues constructifs avec les organes conventionnels. Le Chili a récemment soumis son septième rapport périodique au Comité des droits de l'homme ([CCPR/C/CHL/7](#)).

18. Le Gouvernement chilien fait strictement respecter les droits humains et applique des moyens d'action positive afin de remédier aux inégalités structurelles historiques qu'endurent les femmes et les membres d'autres groupes comme les filles et les garçons, les adolescentes et les adolescents, les membres des populations autochtones et des communautés afro-chiliennes, les personnes migrantes et les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes. La protection et la promotion des droits humains constituent un pilier central de la politique étrangère chilienne. Récemment élu au Conseil des droits de l'homme pour la période 2023-2025, le Chili s'engage à promouvoir un dialogue basé sur les obligations internationales qui découlent des instruments relatifs aux droits de l'homme, en particulier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

19. Le Comité des droits de l'homme devrait envisager de rédiger une observation générale sur les effets de la pandémie de COVID-19 sur l'accès à la justice, dans laquelle il insisterait notamment sur le cas des personnes privées de liberté et de moyens de communication avec leur famille et leur conseil juridique et sur celui des personnes accusées dont le procès s'est tenu en ligne.

20. **M. Oehri** (Liechtenstein) rappelle que, d'après l'observation générale n° 36 (2018) du Comité des droits de l'homme, relatif à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et au droit à la vie, ce droit inhérent à toute personne humaine ne connaît pas d'exception et s'applique même dans les situations de conflit armé. La délégation liechtensteinoise souhaiterait savoir quelles sont les répercussions d'une guerre illégale sur les droits humains et dans quelle mesure une telle guerre fait l'objet d'un traitement particulier dans le cadre de l'examen des informations communiquées et de l'établissement de rapports relatifs au respect du Pacte.

21. **M<sup>me</sup> White** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) dit que sa délégation se félicite des efforts continus de communication déployés par le Comité des droits de l'homme, comme la retransmission des sessions sur Internet, et demande si des données sont

disponibles concernant leur audience. Elle souhaiterait savoir quels seraient les principaux avantages et inconvénients (y compris les incidences sur le budget) d'organiser les sessions du Comité dans les centres régionaux de l'Organisation et quelles conséquences cela aurait sur le cycle d'établissement des rapports.

22. **M<sup>me</sup> Szelivanov** (représentante de l'Union européenne, en qualité d'observatrice) dit que l'Union européenne salue l'adhésion récente d'un nouveau pays au premier Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et celle d'un autre au deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte, visant à abolir la peine de mort, et encourage les États qui ne sont pas encore parties au Pacte et à ses protocoles facultatifs à le devenir. Sa délégation demande comment et dans quel délai le Comité prévoit d'accomplir la modernisation numérique qui lui permettra de résorber le retard de traitement des communications présentées par des particuliers et de traiter plus efficacement les rapports des États.

23. **M. Sharma** (Inde) dit que l'Inde, État partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, s'efforce constamment de transposer les dispositions du Pacte dans sa législation nationale et donne effet à ses obligations internationales en promulguant des lois conformes à ce texte. Le pouvoir judiciaire a interprété le droit en vigueur sur la base de ces obligations, et les tribunaux s'appuient sur les dispositions des traités, les droits énoncés dans les observations générales et la jurisprudence constituée par les organes conventionnels. L'Inde a soumis son quatrième rapport périodique en application de l'article 40 du Pacte ([CCPR/C/IND/4](#)) ainsi que, récemment, son document de base commun ([HRI/CORE/IND/2022](#)).

24. **M. Kouzmenkov** (Fédération de Russie) affirme que son pays respecte les obligations qui lui incombent en vertu des instruments internationaux, y compris celles relatives aux communications émanant de particuliers. En la matière, le travail a été largement compliqué par les lenteurs administratives et les défaillances du Comité. Les dossiers reçus sont souvent incomplets, non traduits ou parviennent trop tard à la partie russe.

25. La Fédération de Russie s'oppose fermement à certaines tentatives visant à politiser les activités des organes des Nations Unies chargés des droits humains et à utiliser les questions liées à ces droits pour s'ingérer dans les affaires intérieures d'États souverains. Les expertes et experts du Comité ne doivent pas politiser l'examen du huitième rapport périodique de la Fédération de Russie sur l'application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Le

report à une date ultérieure de cet examen prévu à la 136<sup>e</sup> session est dû à des difficultés logistiques et techniques. Des explications détaillées ont dûment été adressées au Haut-Commissariat aux droits de l'homme sur ce sujet.

26. **M. Messad** (Algérie) dit que l'Algérie, État partie à la majorité des conventions relatives aux droits humains, a pris des mesures concrètes en faveur de la protection et de la promotion des droits humains et a notamment créé plusieurs mécanismes dont le mandat est défini par la Constitution. L'examen périodique universel de novembre 2022 offrira à l'Algérie l'occasion de présenter en détail les avancées les plus récentes enregistrées dans ce domaine.

27. L'Algérie se félicite que le Comité des droits de l'homme travaille à renforcer ses liens avec les autres organes conventionnels et avec les mécanismes régionaux de défense des droits humains, en particulier en nommant des responsables de la coordination (y compris avec le système africain des droits humains). La délégation algérienne souhaiterait mieux connaître le rôle de ces responsables et les résultats qui en sont attendus. Elle demande également comment le Comité prévoit de rattraper le retard induit par la pandémie de COVID-19. Grâce à l'application de nouvelles méthodes de travail, le Comité tend à éviter de faire double emploi avec d'autres organes conventionnels. La délégation algérienne voudrait savoir comment cette coordination est mise en pratique.

28. **M. del Valle Blanco** (Observateur de l'Ordre souverain de Malte) dit que les institutions confessionnelles jouent un rôle essentiel dans l'aide quotidienne et directe aux enfants et aux personnes âgées dans le besoin et sont souvent les seules organisations à pouvoir porter une assistance immédiate et fiable aux communautés locales. La Mission permanente d'observation de l'Ordre souverain de Malte auprès de l'ONU a récemment chapeauté le lancement d'une politique et d'un protocole relatifs à la traite des êtres humains à l'intention des prestataires de soins et a soumis le protocole à l'Organisation mondiale de la Santé. Fort de 900 ans au service des personnes vulnérables et malades, l'Ordre est résolument dévoué au mandat du Comité des droits de l'homme. Il mène à bien ses activités humanitaires par l'intermédiaire de Malteser International, qui réalise plus de 120 projets d'aide humanitaire et de relèvement dans 30 pays et s'adresse à toutes les personnes, indépendamment de leur religion, de leur situation ou de leurs convictions politiques.

29. **M<sup>me</sup> Pazartzis** (Présidente du Comité des droits de l'homme), intervenant en visioconférence, indique

que la mise en œuvre du cycle d'examen prévisible de huit ans voulu par les présidentes et présidents des organes conventionnels prendra du temps. Cela nécessitera d'examiner ses conséquences à court terme pour chaque organe et ses implications à long terme pour le système dans son ensemble. Lors de la réunion de juin 2022, les présidentes et présidents ont décidé de nommer des responsables de la coordination et de poursuivre la coopération entre les organes conventionnels sur la mise en œuvre de la décision. La modernisation numérique, qui a déjà commencé, permettra de réduire la part des opérations manuelles réalisées dans les organes conventionnels.

30. Le Comité a tenu des réunions avec des organes régionaux, la plus récente ayant eu lieu avec la Cour interaméricaine des droits de l'homme. Il a prévu de rencontrer les représentantes et représentants du système africain des droits humains et continuera d'interagir avec la Cour européenne des droits de l'homme.

31. Les organes conventionnels travaillent déjà à une meilleure coordination. Le Comité des droits de l'homme et le Comité des droits économiques, sociaux et culturels ont procédé, sur une base expérimentale, à une évaluation commune qui impliquait d'harmoniser les listes de points en amont afin d'éviter les redites au cours du dialogue mené avec l'État partie concerné. Lorsque le calendrier d'examen prévisible sera mis en place, des coopérations de ce genre s'instaureront avec d'autres organes conventionnels.

32. Au début de la pandémie de COVID-19, le Comité a publié une déclaration dans laquelle il rappelait aux États parties que les obligations leur incombant en vertu du Pacte international relatif aux droits civils et politiques s'appliquaient même en période de crise, et il a insisté sur la nécessité de veiller à ce que les mesures d'urgence soient conformes aux dispositions du Pacte.

33. Même en l'absence de statistiques, on peut affirmer que la diffusion des réunions sur Internet est utile aux membres de la société civile et aux autres parties prenantes qui suivent les travaux du Comité. Le Comité espère continuer de collaborer avec tous les États parties dans un climat non politisé. Il a d'ores et déjà montré qu'il travaillait avec eux en toute indépendance et impartialité.

34. **M. Abdel-Moneim** (Président du Comité des droits économiques, sociaux et culturels), s'exprimant par visioconférence, dit que les évolutions importantes décidées à la réunion des présidentes et des présidents d'organes conventionnels en juin 2022, telles que l'adoption du calendrier prévisible, témoignent d'une volonté d'alléger et de réduire drastiquement la charge



pesant sur les États. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels remercie les États parties au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels pour la qualité de leurs rapports et de leurs délégations de spécialistes. L'orateur salue la résilience, l'engagement et le dévouement que ses collègues du Comité manifestent malgré le peu de temps et de ressources à disposition. Le Comité a établi un document dans lequel il présente ses réalisations et ses préoccupations tout en faisant son autocritique.

35. **M. Messad** (Algérie) indique que, tandis que le monde peine à se relever après la pandémie de COVID-19 et doit faire face aux effets dévastateurs d'une crise alimentaire et énergétique, son Gouvernement a renforcé les mécanismes sociaux et économiques nationaux en adoptant une stratégie globale qui vise à stimuler la croissance économique. En conséquence, l'indice de développement humain de l'Algérie s'établissait à 0,745 en 2022, soit le meilleur résultat de toute l'Afrique du Nord. Le Gouvernement a aussi pris des mesures destinées à supprimer les différences de développement entre les régions du pays et à garantir à toutes les Algériennes et à tous les Algériens la jouissance de leurs droits sociaux, culturels et économiques.

36. L'intervenant demande comment le Comité des droits économiques, sociaux et culturels peut aider à contrer l'inflation mondiale qui mine le droit à un niveau de vie suffisant et menace de faire échouer toutes les mesures prises en vue d'un relèvement résilient après la pandémie. Deux ans après le début de la décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable, le monde est toujours loin d'avoir atteint la majorité de ces objectifs. L'intervenant demande comment la communauté internationale peut favoriser collectivement l'exécution du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en ce qui concerne les droits sociaux, économiques et culturels.

37. **M<sup>me</sup> Almeida Marinho** (Portugal) dit que son pays se réjouit du dialogue constructif qui va se nouer avec le Comité des droits économiques, sociaux et culturels en février 2023, car ce sera l'occasion de présenter les meilleures pratiques et de repérer les manquements dans la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels. Le Portugal entend faire revivre le Groupe des Amis du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels afin de mieux faire connaître ces droits humains. L'intervenante demande si le Comité a une stratégie pour promouvoir la ratification du Protocole facultatif et comment le Président évalue le traitement, par le Comité, des communications émanant de particuliers.

38. **M<sup>me</sup> Szelivanov** (représentante de l'Union européenne, en qualité d'observatrice) dit que sa délégation voudrait connaître les principales difficultés rencontrées aux soixante et onzième et soixante-douzième sessions du Comité des droits économiques, sociaux et culturels et souhaiterait savoir où en sont les efforts déployés pour combler le retard accumulé dans le traitement des rapports. Elle demande quels effets sont attendus du cycle d'examen prévisible récemment instauré. Étant donné le caractère universel, indivisible, interdépendant et interconnecté de tous les droits humains, elle voudrait savoir si le Comité coopère avec d'autres organes conventionnels comme le Comité des droits de l'homme et quelle forme prend cette collaboration.

39. **M. Kouzmenkov** (Fédération de Russie) regrette que le rapport du Comité des droits économiques, sociaux et culturels n'ait pas été publié en temps voulu, ce qui aurait permis aux participants d'en prendre connaissance à l'avance, conformément au règlement intérieur.

40. La Fédération de Russie s'oppose résolument à la pratique répandue dans la politique mondiale, qui consiste à imposer des mesures coercitives unilatérales afin de faire pression sur les pays tombés en disgrâce. De tels agissements, qui répondent à des motivations politiques, violent les libertés et les droits humains fondamentaux ainsi que les principes universellement admis du droit international, tout en sapant les efforts déployés par les États pour résoudre les situations de crise.

41. La délégation de la Fédération de Russie demeure préoccupée par le lobbying intense et prolongé en faveur d'une fusion entre les activités du Comité des droits économiques, sociaux et culturels et celles du Comité des droits de l'homme. Cette question ne saurait figurer à l'ordre du jour car elle est contraire aux deux pactes internationaux et aux fondements du droit international. Il convient de respecter les procédures fixées dans les pactes relativement au fonctionnement des deux comités cités.

42. **M<sup>me</sup> Stanciu** (Roumanie) souligne que, soucieux de garantir la coordination entre les organes conventionnels des Nations Unies, le Comité des droits de l'homme a décidé de nommer des responsables chargés des liens avec les autres organes de promotion des droits humains. Elle demande si cette solution conviendrait au Comité des droits économiques, sociaux et culturels, au moins pour les relations avec certains organes. La Roumanie soutient la décision du Comité en faveur d'un cycle d'examen prévisible de huit ans. Elle souhaiterait savoir où en est sa mise en œuvre et

comment cette mesure contribuera à résorber le retard accumulé dans le traitement des rapports.

43. **M. Sharma** (Inde) indique que la Constitution indienne garantit la réalisation progressive des droits économiques, sociaux et culturels et le respect du droit international et des obligations découlant des traités. La Cour suprême a déclaré que les normes internationales étaient applicables par les tribunaux indiens même lorsqu'elles n'avaient pas été expressément transposées dans la législation, à condition qu'elles soient conformes aux principes du droit national.

44. La délégation indienne souhaiterait savoir si les États Membres qui suivent la procédure simplifiée d'établissement des rapports peuvent quand même soumettre leurs rapports selon la procédure standard ou s'ils doivent attendre d'avoir reçu la liste préalable de points à traiter. Dans le second cas, l'intervenant demande quand le Comité enverra la liste.

45. **M<sup>me</sup> Mabrouki** (Maroc) dit que la pandémie de COVID-19 continue d'affecter négativement l'exercice de tous les droits humains, y compris les droits économiques, sociaux et culturels, et qu'elle a des conséquences multiples, cumulatives et disproportionnées pour la population du monde entier et en particulier pour les personnes en situation vulnérable. En cette période difficile de relèvement après la pandémie, la communauté internationale doit s'unir pour atteindre le développement équitable, inclusif et durable, renforcer la résilience des sociétés, garantir l'accès de toutes les personnes à la santé et préserver la dignité humaine. L'intervenante demande si le Comité prévoit d'établir un rapport sur les domaines prioritaires urgents dans le contexte du relèvement après la pandémie et en particulier dans les pays en développement.

46. **M<sup>me</sup> Li Xiaomei** (Chine) dit que son pays a scrupuleusement rempli ses obligations découlant du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et noué un dialogue constructif avec le Comité des droits économiques, sociaux et culturels. La Chine a soumis son troisième rapport périodique au Comité et répondu consciencieusement à la liste de points ; elle participera activement à l'examen prévu en 2023. L'État chinois suivra sa propre voie en matière de promotion des droits humains, répondra aux aspirations de son peuple à une meilleure qualité de vie et continuera d'améliorer l'exercice des droits économiques, sociaux et culturels de sa population.

47. La pandémie de COVID-19 pose des difficultés sans précédent en matière de développement économique et social, en particulier aux pays en développement. Il convient de souligner l'importance de l'adoption par le Conseil des droits de l'homme de la

résolution [49/19](#) (Promouvoir et protéger les droits économiques, sociaux et culturels et lutter contre les inégalités dans le contexte du relèvement après la pandémie de COVID-19), présentée par la Chine et par un grand nombre de pays en développement. L'ONU doit écouter tous les pays, en particulier les pays en développement, et répondre aux attentes de leur population, notamment des groupes de personnes vulnérables, en ce qui concerne l'exercice de leurs droits économiques, sociaux et culturels. Tous les pays doivent adopter une approche axée sur l'être humain pour promouvoir les droits de toutes les personnes d'une manière adaptée à leur contexte national. Ils doivent tendre vers un développement humain général qui permette à tous les groupes de jouir des bienfaits du développement sur un pied d'égalité.

48. L'intervenante demande comment agir efficacement pour que le Comité des droits économiques, sociaux et culturels résorbe le retard accumulé dans le traitement des rapports et ce que l'on peut faire pour encourager de nouveaux pays à signer et à ratifier le Pacte.

49. **M<sup>me</sup> Banaken Elel** (Cameroun) regrette l'indisponibilité du rapport du Comité des droits économiques, sociaux et culturels. La délégation camerounaise base donc ses commentaires sur le rapport du Secrétaire général sur la situation du système des organes conventionnels des droits de l'homme ([A/77/279](#)) et sur le rapport des présidentes et présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits humains sur les travaux de leur trente-quatrième réunion ([A/77/228](#)).

50. Les membres du Comité ont participé à des consultations régionales, en février, avril et mai 2022, et à une consultation mondiale avec des enfants en avril 2022 afin de préparer un projet d'observation générale sur le développement durable et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. L'intervenante voudrait en apprendre davantage sur le projet d'observation générale et demande en quoi la consultation avec les enfants a aidé à sa rédaction. Elle demande aussi comment le Comité s'est assuré du consentement des parents de ces enfants.

51. La délégation camerounaise s'interroge sur la conformité du futur cycle d'examen de huit ans à la disposition du Pacte relative aux examens périodiques. Elle souhaiterait en savoir plus sur les effets de la procédure de suivi des observations finales sur la charge de travail du Comité et des États parties, notamment de ceux qui accusent d'importants retards dans la soumission de leurs rapports périodiques. L'oratrice demande s'il serait possible d'évaluer l'efficacité de

cette procédure depuis son adoption. La délégation camerounaise souhaiterait en apprendre davantage sur les activités et perspectives de collaboration avec d'autres mécanismes chargés des questions liées aux droits économiques, sociaux et culturels ou au droit au développement.

52. **M<sup>me</sup> Bertemes** (Luxembourg), s'exprimant en tant que déléguée de la jeunesse, dit que les jeunes sont préoccupés par l'impact que les entreprises peuvent avoir sur la mise en œuvre de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Certaines d'entre elles, en particulier les grandes sociétés multinationales, ont trop de pouvoir et empêchent tout progrès réel en matière de droits humains. Les délégués de la jeunesse s'inquiètent du fait que ces sociétés communiquent des informations incomplètes sur la durabilité environnementale et l'impact social de leurs pratiques. L'intervenante demande ce que les États Membres et la communauté internationale peuvent faire pour contrôler l'écoblanchiment et les violations des droits humains de la part des entreprises, et comment faire pour que les jeunes, les jeunes pousses novatrices et les défenseurs et défenseuses des droits humains participent aux négociations de fond prévues dans les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme.

53. **M<sup>me</sup> Sorto Rosales** (El Salvador) dit que, à la soixante-douzième session du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, son pays a participé à un dialogue interactif portant sur l'examen de son sixième rapport national (E/C.12/SLV/6). El Salvador remercie le Comité d'avoir accepté que le dialogue ait lieu à distance, dans le droit-fil des efforts visant à mettre les outils technologiques au service du système des organes conventionnels des Nations Unies. Cela a favorisé une plus large participation des pays qui, à cause de restrictions financières et autres, ne peuvent envoyer d'importantes délégations aux réunions qui se tiennent en présentiel.

54. L'harmonisation des activités des organes conventionnels et la mise en œuvre d'un calendrier prévisible nécessitent que tous les organes conventionnels se voient accorder plus de temps pour les réunions qui l'exigent et qu'ils disposent des ressources humaines dont ils ont besoin. Les organes conventionnels doivent renforcer la cohérence et la complémentarité de leurs recommandations afin de garantir que les droits humains soient véritablement indivisibles et interdépendants et qu'ils se soutiennent mutuellement.

55. **M. Altarsha** (République arabe syrienne) rappelle qu'aux termes du paragraphe 2 de l'article premier du

Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, tous les peuples peuvent disposer librement de leurs ressources naturelles pour atteindre leurs fins et un peuple ne peut être privé de ses propres moyens de subsistance. Naguère pays exportateur de pétrole, la République arabe syrienne en importe depuis dix ans à cause des mesures coercitives unilatérales et du blocus économique imposés par les États-Unis, l'Union européenne et le Royaume-Uni. Le 7 octobre 2022, plus de 50 camions citernes syriens se trouvant sous la surveillance des forces d'occupation des États-Unis ont été volés et sortis clandestinement hors de Syrie. L'intervenant demande si le Président a des commentaires à faire sur ce vol. Il souhaite qu'on lui explique comment un pays comme la Syrie est censé garantir à sa population l'exercice de ses droits économiques, sociaux et culturels face à un blocus économique étouffant.

56. Tandis que la représentante du Luxembourg est préoccupée par les sociétés multinationales et se soucie du rôle des jeunes, le Gouvernement syrien s'inquiète de la survie des jeunes de Syrie. Le blocus empêche même l'importation de fournitures médicales. Il existe clairement un fossé économique et social entre le Luxembourg, par exemple, et la République arabe syrienne.

57. **M. Abdel-Moneim** (Président du Comité des droits économiques, sociaux et culturels), s'exprimant par visioconférence, constate que l'exercice des droits économiques, sociaux et culturels se heurte à des problèmes croissants tels que l'augmentation du coût de la vie, de l'éducation, du logement, de la santé et de la nourriture. Tous les États, y compris ceux qui ne sont pas parties au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, doivent agir ensemble pour lever les obstacles qui empêchent la pleine réalisation de ces droits.

58. Le Comité fait tout son possible pour appuyer la réalisation des objectifs de développement durable. La rédaction de son observation générale sur le développement durable, fruit de larges consultations, est en cours. Le Comité s'efforce de promouvoir le Protocole facultatif au Pacte. Les États qui décident de ratifier le Protocole facultatif ou d'y adhérer ont le devoir de l'appliquer.

59. Le travail de suivi devra être effectué dans le cadre du cycle de huit ans. Au bout de quatre ans, le Comité procédera à une évaluation concernant quatre points jugés essentiels. L'établissement de rapports de suivi est indispensable à la réussite du dispositif. La période de transition ne devrait pas être longue avant l'entrée en vigueur du calendrier d'examen de huit ans. La mise en



œuvre du calendrier commencera dès que les ressources seront disponibles. Elle aidera le Comité à combler son retard.

60. La coopération entre le Comité des droits économiques, sociaux et culturels et le Comité des droits de l'homme ne relève pas d'une fusion de leurs activités mais tend plutôt vers une harmonisation et une synchronisation propres à alléger la charge pesant sur les États parties aux différents pactes. Il n'est pas exclu que l'harmonisation s'élargisse. Par ailleurs, un mécanisme visant à supprimer les doubles emplois entre organes conventionnels est en cours d'élaboration.

61. En ce qui concerne la procédure simplifiée d'établissement des rapports, une note précisera prochainement quand la liste préalable de points à traiter sera envoyée.

62. L'observation générale n° 24 (2017) sur les obligations des États en vertu du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels dans le contexte des activités des entreprises doit être strictement suivie. L'intervenant portera les préoccupations des jeunes à l'attention du Comité.

63. La pandémie aura révélé l'importance des outils numériques et leur capacité à rendre plus accessibles les travaux des organes conventionnels en permettant aux différents segments de la société de contribuer aux réunions par divers moyens. L'expérience montre que les échanges en présentiel demeurent incontournables pour des raisons d'efficacité mais que l'utilisation d'Internet peut servir à élargir la participation dans certaines circonstances.

64. Le sujet des ressources naturelles est central dans le Pacte. Une observation générale du Comité relative à la question foncière est en cours de rédaction.

65. **M<sup>me</sup> Lawlor** (Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains), présentant son rapport ([A/77/178](#)), souligne que les défenseurs et défenseuses des droits humains sont des gens ordinaires qui œuvrent pacifiquement pour protéger les droits d'autres personnes définis par la Déclaration universelle des droits de l'homme et d'autres textes internationaux. Ils agissent au nom des droits humains, sans motivation politique, et méritent d'être traité équitablement.

66. Les questions plus larges relatives à la migration, aux personnes réfugiées et au droit d'asile outrepassent le cadre du mandat de l'intervenante. Les informations présentées dans le rapport proviennent de sources fiables et portent sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains qui travaillent sur les droits des réfugiés, des migrants ou des demandeurs

d'asile dans le monde entier. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020 et jusqu'à ce jour, l'intervenante a adressé 39 communications à 22 pays sur le sujet.

67. Sur chaque continent, des personnes sont attaquées et prises pour cible parce qu'elles aident des gens dans le besoin. Lorenzo Ortiz, un pasteur baptiste et défenseur des droits humains qui porte assistance aux personnes migrantes à la frontière entre le Mexique et les États-Unis, a été enlevé en juin 2022 par les membres d'un cartel local, qui ont menacé de le tuer avec sa famille. Plus tôt dans le mois, ce cartel avait fait fermer les refuges gérés par M. Ortiz et commencé à le persécuter. Le défenseur des droits a été relâché grâce à la réaction rapide de la garde nationale et de l'armée mexicaines.

68. Dans son rapport, la Rapporteuse spéciale raconte en détail comment des personnes en aident d'autres, migrantes, demandeuses d'asile ou réfugiées, et quels risques (poursuites judiciaires, emprisonnement) elles sont prêtes à courir pour cela. Les États Membres se sont engagés à protéger les défenseurs et les défenseuses des droits humains et ont chargé l'intervenante de leur indiquer les moyens d'améliorer cette protection. Voici son conseil : qu'ils arrêtent d'emprisonner, de dénigrer, de déporter, d'enlever et d'agresser physiquement ces personnes. On constate un écart gigantesque dans l'attitude adoptée à l'égard des personnes qui aident des réfugiés, selon que ceux-ci viennent d'Ukraine ou d'autres parties du monde : dans le premier cas, elles sont dûment félicitées pour leur action remarquable ; dans le second, on les agresse. Quant aux migrantes et aux migrants qui aident leurs semblables, ils courent des risques encore plus grands et compromettent la légalité de leur séjour dans le pays où ils se trouvent.

69. Le fait que les tribunaux de plusieurs États comme la France, l'Allemagne, la Pologne, les États-Unis d'Amérique et l'Italie aient rejeté des plaintes contre des défenseurs et des défenseuses des droits humains laisse entrevoir une lueur d'espoir. Cependant, les poursuites infondées continuent, à l'image de celles intentées contre l'équipage du *Iuventa* et contre d'autres personnes engagées dans la recherche et le sauvetage en mer. La protection de ces gens qui agissent par solidarité ne devrait pas dépendre des tribunaux. Même pour celles et ceux qui finissent par être disculpés et innocentés, les procès peuvent être longs, stressants et coûteux.

70. L'intervenante ne peut que suggérer que l'on cesse de cibler les défenseurs et défenseuses des droits humains qui aident pacifiquement les personnes dans le besoin. L'attitude adoptée envers eux révèle le manque

de détermination des États à respecter les normes qu'ils se sont engagés à promouvoir.

71. **M<sup>me</sup> Brandt** (Royaume des Pays-Bas), s'exprimant également au nom de la Belgique et du Luxembourg, dit que les défenseurs et défenseuses des droits humains jouent un rôle essentiel dans la promotion et la défense des droits des personnes en situation de déplacement. Nombre d'entre eux font l'objet de menaces et sont obligés de se cacher par crainte des représailles. Menaces et représailles constituent des violations de leurs droits humains. Toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour permettre à ces personnes d'effectuer leur travail indépendamment de leur orientation sexuelle, de leur identité de genre, de l'expression de leur genre ou de leurs caractéristiques sexuelles. L'intervenante demande comment faire en sorte que les mécanismes d'appui et de protection bénéficient également aux défenseurs et défenseuses des droits humains appartenant aux groupes les plus vulnérables.

72. **M. Elizondo Belden** (Mexique) rappelle que les défenseurs et défenseuses des droits humains qui aident les personnes en situation de déplacement courent souvent des risques considérables, et que les États doivent les protéger et créer un environnement favorable pour qu'ils fassent librement leur travail. Le Mexique a pris note des cas individuels mentionnés dans le rapport de la Rapporteuse spéciale et examinera les communications envoyées par celle-ci. Il souhaiterait connaître des exemples de meilleures pratiques concernant la mise en œuvre de mesures tenant compte des questions de genre pour mieux protéger les défenseuses des droits humains.

73. **M<sup>me</sup> Skoczek** (Pologne) dit que le sujet des défenseurs et défenseuses des droits humains est une préoccupation prioritaire pour son pays, surtout vu l'attitude de ses voisins occidentaux dans la situation internationale actuelle. La Pologne se félicite que le comité norvégien chargé de décerner le prix Nobel de la paix ait récemment récompensé un défenseur des droits humains biélorussien, Ales Bialiatski, et deux organisations russe et ukrainienne de promotion des droits humains, Memorial et le Centre pour les libertés civiles. La délégation polonaise souhaiterait connaître des exemples de meilleures pratiques visant à protéger les défenseurs et défenseuses des droits humains contre les risques d'enlèvement et de disparition forcée.

74. **M. Pascual** (Chili) dit que le Chili a ratifié l'Accord régional sur l'accès à l'information, la participation publique et l'accès à la justice à propos des questions environnementales en Amérique latine et dans les Caraïbes, auquel il adhère et dont un chapitre

concerne les défenseurs et défenseuses des droits environnementaux. Il souhaiterait connaître les bonnes pratiques et dispositifs d'alerte rapide intégrés permettant de remédier aux situations menaçant l'intégrité de ces personnes. Il demande aussi quels organes d'État doivent participer à ces mécanismes.

75. **M<sup>me</sup> Sánchez García** (Colombie) déclare que les défenseurs et défenseuses des droits des personnes migrantes accomplissent un travail précieux pour les pays d'origine, de transit et de destination et qu'il faut les protéger indépendamment de leur statut migratoire. La délégation colombienne salue l'approche adoptée par la Rapporteuse spéciale, qui analyse des problèmes précis en tenant compte des problématiques migratoires et des questions de genre. La Colombie est certaine que la Rapporteuse spéciale constatera le travail important réalisé en un an pour améliorer la situation des défenseurs et des défenseuses des droits humains.

76. **M<sup>me</sup> Sorto Rosales** (El Salvador) dit que son pays coopère en continu avec les mécanismes et procédures spéciales de l'ONU. Afin de maintenir des relations harmonieuses, respectueuses, constructives et favorables à la coopération entre le système des droits humains universels et les États, il importe que toutes les communications adressées à ceux-ci leur parviennent par les voies officielles prévues à cet effet.

77. **M<sup>me</sup> Andujar** (République dominicaine) constate que le nombre de jeunes défenseurs et défenseuses des droits humains victimes de détention arbitraire, de censure, de menaces, de représailles et d'autres formes de violence augmente de manière alarmante et que cela a des répercussions négatives sur la protection des jeunes. La délégation dominicaine demande une nouvelle fois à la Rapporteuse spéciale d'aborder la situation des jeunes militantes et militants dans ses rapports. Elle souhaiterait savoir quels mécanismes, institutions, mesures et structures la Rapporteuse spéciale recommande pour les protéger, pour préserver leur espace civique et pour faire en sorte que les auteurs des violations susmentionnées répondent de leurs actes.

78. **M<sup>me</sup> Trant** (Irlande) dit que son pays est engagé à prévenir les représailles contre les défenseurs et les défenseuses des droits humains et qu'il est fier de présenter une déclaration conjointe sur le sujet lors de la session en cours. L'intervenante demande quelles mesures les États peuvent prendre pour protéger les militantes et militants contre les représailles. Le Gouvernement irlandais a fait de leur protection une priorité de sa politique étrangère et s'engage à leur assurer un environnement sûr, accessible et propice à leur travail si important. La délégation soutient l'appel lancé par la Rapporteuse spéciale pour que les États

honorent leurs obligations internationales concernant la protection des défenseurs et des défenseuses des droits humains.

79. **M. Bunch** (États-Unis d'Amérique) dit que sa délégation est consternée par les conclusions de la Rapporteuse spéciale concernant le fait que certains États détournent de leur usage les lois sur la sécurité nationale afin de s'en prendre aux défenseurs et aux défenseuses des droits humains qui travaillent sur les questions migratoires. Il est particulièrement préoccupant d'apprendre que les gens qui aident les personnes migrantes sont menacés de mort et sont victimes d'enlèvements, d'actes de torture, d'agressions sexuelles, de meurtres et d'accusations fallacieuses. La délégation des États-Unis fait sienne l'appel lancé par la Rapporteuse spéciale pour que les États Membres cessent de cibler les personnes travaillant sur les questions liées aux migrations, aux réfugiés et aux demandeurs d'asile. L'intervenant demande comment les États Membres qui soutiennent le travail des défenseurs et des défenseuses des droits humains peuvent collaborer sur une base multilatérale pour combattre les menaces détaillées dans le rapport.

80. **M. Bless** (Suisse) dit que sa délégation demande quelles mesures doivent être prises en premier pour améliorer la situation des défenseurs et des défenseuses qui travaillent sur les droits des migrants, des demandeurs d'asile et des réfugiés, qui font l'objet d'actes d'intimidation, de menaces et d'attaques en ligne et dans l'espace réel. Celles et ceux qui sont ciblés en raison de leur genre ou de leur identité subissent des pressions accrues. Tous les États doivent respecter leurs droits et leur accorder une protection renforcée. La Suisse s'inquiète de la tendance croissante des États à prendre des mesures restrictives pour entraver l'action d'organisations qui viennent en aide aux migrants, aux demandeurs d'asile et aux réfugiés.

81. *M. Venancio Guerra (Portugal), Vice-Président, reprend la présidence.*

82. **M<sup>me</sup> Szelivanov** (représentante de l'Union européenne, en qualité d'observatrice) souligne les risques supplémentaires courus par les défenseuses des droits humains, y compris les migrantes. Les États ont clairement l'obligation, conformément au droit international des droits humains, de les protéger face aux violations, aux exactions et aux représailles et doivent rendre des comptes à cet égard. Tous les États doivent instaurer dans la durée un environnement favorable et sûr qui permette à tous les défenseurs et à toutes les défenseuses des droits humains de travailler sans crainte des représailles. L'intervenante demande ce que la communauté internationale peut faire pour

soutenir celles et ceux qui doivent travailler dans la clandestinité par peur des agressions, étant donné que leur travail n'est souvent ni reconnu ni protégé.

83. **M. Mogyorósi** (Hongrie) dit que son pays, auteur principal de la résolution du Conseil des droits de l'homme sur la coopération avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme ([A/HRC/RES/48/17](#)), demeure fermement engagé à collaborer à l'avenir avec la Rapporteuse spéciale. Malgré l'engagement et la pleine coopération du Gouvernement hongrois, et bien que celui-ci ait communiqué des détails concernant les faits et circonstances en question, la Rapporteuse spéciale renvoie malheureusement, dans son rapport, à des rapports de 2019 et de 2020 contenant des informations inexacts et périmées concernant la Hongrie ainsi qu'à des affaires qui ont été réglées. Les autorités hongroises font l'objet de critiques appuyées depuis 2018, alors qu'elles sont face à un afflux migratoire sans précédent. La législation nationale relative aux migrants, aux réfugiés et aux demandeurs d'asile a été modifiée.

84. **M<sup>me</sup> Kim** (Australie) dit que son pays est profondément préoccupé par le rétrécissement de l'espace dévolu à la société civile et par les attaques subies par les défenseurs et défenseuses des droits humains dans le monde. Elle demande ce que les États peuvent faire pour les aider le mieux possible face à l'afflux de réfugiés et de migrants transfrontaliers provoqué par les conflits qui se déroulent actuellement en Europe et en Afrique. Les défenseurs et défenseuses des droits humains sont souvent ciblés par les autorités, tant dans la sphère publique que privée, comme ce fut le cas en Iran lors des manifestations consécutives à la mort de Mahsa Amini. L'Australie soutient les appels lancés par la Haute-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme pour que ce décès fasse l'objet d'une enquête impartiale menée par un organe indépendant.

85. **M<sup>me</sup> White** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) affirme que tous les États doivent garantir un environnement sûr, accessible et favorable aux défenseurs et défenseuses des droits humains travaillant sur les droits des réfugiés, des migrants et des demandeurs d'asile. Ces personnes doivent pouvoir agir dans un environnement sûr et ouvert, sans subir de contraintes, de menaces de violence ou d'intimidation. Le Royaume-Uni est consterné de voir que les représailles demeurent courantes et prend note en particulier des affaires qui se sont déroulées en Égypte, en Chine, au Bélarus et au Venezuela. L'intervenante demande ce que les États peuvent faire de plus pour mieux protéger les personnes courageuses qui

dénoncent les violations des droits humains et les exactions.

86. **M<sup>me</sup> Alameri** (Émirats arabes unis) dit que son Gouvernement réaffirme sa volonté sans faille de promouvoir et de protéger les droits humains, notamment grâce à sa législation nationale. Aux Émirats arabes unis, les personnes accusées d'infraction pénale ont droit à un procès équitable, ils peuvent être représentés et faire appel des décisions. Le pays réitère son engagement à coopérer avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et avec les autres entités et mécanismes des Nations Unies chargés des droits humains, afin de veiller à ce que ceux-ci disposent d'informations exactes, crédibles et mises à jour. Il se réjouit des échanges réguliers et constructifs qu'il entretient avec la Rapporteuse spéciale.

87. **M. Oehri** (Liechtenstein) dit que, partout dans le monde, des personnes migrantes sont renvoyées dans leur pays alors que le principe de non-refoulement s'applique à leur situation. Il demande ce que les défenseurs et les défenseuses des droits humains peuvent faire pour que ce principe soit respecté et pour que les États rendent des comptes à cet égard. Par ailleurs, les personnes migrantes sont particulièrement exposées aux formes contemporaines d'esclavage et à la traite des êtres humains. La lutte contre ces crimes est depuis longtemps une priorité du Liechtenstein, comme en témoigne l'Initiative FAST pour la mobilisation du secteur de la finance contre l'esclavage et la traite. L'intervenant voudrait savoir ce que les défenseurs et défenseuses des droits humains peuvent faire pour mieux prévenir et combattre ces crimes et ce que font les services de la Rapporteuse spéciale dans ce but.

88. **M<sup>me</sup> Schmiedova** (Tchéquie) dit que l'aide aux défenseurs et aux défenseuses des droits humains est un des principaux volets de la politique tchèque en matière de droits humains. Les autorités tchèques ont découvert avec inquiétude la diversité des attaques subies par celles et ceux qui travaillent sur les droits des migrants, des demandeurs d'asile et des réfugiés. La délégation souhaiterait savoir quelles actions positives et meilleures pratiques peuvent permettre aux États de favoriser leur action.

89. **M. Boucault** (France) dit que son pays fait de la protection des défenseurs et défenseuses des droits humains une priorité dans un contexte de rétrécissement continu de l'espace dévolu à la société civile. Les principes de solidarité et de fraternité ont en France une valeur constitutionnelle. L'intervenant demande comment lutter contre les attaques odieuses ciblant les femmes engagées pour la protection des droits de tous

et toutes, notamment dans le contexte amplificateur des réseaux sociaux.

90. **M<sup>me</sup> Nuran** (Indonésie) dit que la Constitution indonésienne protège les droits humains et garantit l'égalité devant la loi pour toutes les personnes, indépendamment de leur situation, y compris les défenseurs et défenseuses des droits humains. Le fait que les ambassades d'Indonésie soient ouvertes à une coopération étroite avec des organisations non gouvernementales et avec des personnes engagées dans la défense des droits humains prouve que les autorités indonésiennes reconnaissent l'importance et la légitimité de leur action en faveur des migrants. Ce sont des partenaires essentiels en matière de promotion de tous les droits humains. Il faut protéger leur droit de mener leurs activités légitimes dans un environnement favorable sans crainte des menaces, attaques, représailles et actes d'intimidation.

91. **M. Kouakou** (Côte d'Ivoire) dit que les actions des défenseurs et défenseuses des droits humains en faveur des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile, notamment la fourniture de moyens de subsistance et les opérations de sauvetage en mer, sont des palliatifs à l'insuffisance voire à l'absence de mise en œuvre des mécanismes institutionnels relatifs à la protection de ces groupes de personnes. Il faut créer un environnement sûr et propice à leurs activités. L'intervenant demande comment assurer l'efficacité des mécanismes des lanceurs d'alerte recommandés par la Rapporteuse spéciale, lorsque les auteurs des violations des droits des défenseurs des droits humains sont des acteurs étatiques.

92. **M. Kramer** (Allemagne) dit que sa délégation souhaiterait savoir ce que la communauté internationale peut faire pour mieux défendre les personnes qui commencent à s'engager en faveur des droits humains et pour leur faire connaître leurs droits et les moyens dont ils disposent pour se protéger. Dans de nombreuses parties du monde, les défenseurs et défenseuses des droits humains jouent un rôle essentiel dans la réalisation des droits humains universels pour tous et toutes, y compris les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile. Tous les États doivent remplir leur engagement fondamental à instaurer dans la durée un environnement sûr permettant à ces personnes de travailler pacifiquement sans craindre d'être emprisonnées, de faire l'objet de violences et de représailles ou d'être réduites au silence.

93. **M<sup>me</sup> González** (Costa Rica) dit que les défenseurs et défenseuses des droits humains jouent un rôle majeur dans l'assistance apportée aux personnes que des systèmes défaillants ou injustes ont rejetées ou laissées

tomber. Le Costa Rica salue celles et ceux qui aident les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile au risque de leur vie face à des acteurs étatiques et non étatiques qui méprisent la justice. L'intervenante apprécierait que la Rapporteuse spéciale formule à l'intention des États Membres des recommandations concrètes sur la promotion, la protection et la réalisation des droits des défenseurs et des défenseuses, en particulier de celles et ceux qui travaillent avec les migrants et les réfugiés.

94. **M<sup>me</sup> Dale** (Norvège), s'exprimant également au nom du Danemark, de l'Estonie, de la Finlande, de l'Islande, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Suède, dit que tous les États doivent protéger tous les défenseurs et défenseuses des droits humains contre les violations et les exactions. La défense des droits humains des réfugiés, des migrants et des demandeurs d'asile ne doit pas constituer une infraction pénale. Les recommandations de la Rapporteuse spéciale sur les moyens d'améliorer la condition des personnes qui travaillent dans ce domaine sont bienvenues. L'intervenante se demande dans quelle mesure les menaces qui les visent sont liées plus largement aux discours sur le phénomène migratoire et à son image dans la société.

95. **M<sup>me</sup> Lortipandze** (Géorgie) souhaiterait connaître les mesures à prendre lorsque les faits de violence et d'intimidation ciblant des défenseurs et des défenseuses des droits humains se produisent dans des zones auxquelles ni les autorités légitimes ni les dispositifs internationaux de contrôle et d'observation n'ont accès. L'État géorgien est privé de la possibilité d'exercer sa juridiction légitime dans les régions d'Abkhazie et de Tskhinvali, occupées par la Fédération de Russie. La situation humanitaire et celle relative aux droits de l'homme sont difficiles pour les personnes vivant dans ces régions, y compris pour les représentants de la société civile : la population continue de subir des discriminations ethniques, des pressions constantes et des violations répétées des droits humains – notamment des libertés d'expression, de réunion pacifique et de déplacement.

96. **M. Kouzmenkov** (Fédération de Russie) dit que sa délégation se félicite que les organes des Nations Unies chargés des droits humains s'intéressent à la question du soutien apporté aux activités légitimes des personnes dont le travail est de promouvoir et de protéger les droits humains et les libertés fondamentales. Ces activités contribuent à construire des États démocratiques où règne l'état de droit. Toutefois, il est étonnant que la Rapporteuse spéciale ait conclu que des défenseurs et des défenseuses des droits menaient des activités légitimes et que leurs droits avaient été violés, alors que

des tribunaux avaient affirmé le contraire. De telles conclusions devraient reposer sur des preuves solides et non sur les seules déclarations d'organisations non gouvernementales. Les défenseurs et défenseuses des droits humains doivent agir de manière légale et ne peuvent se placer au-dessus des lois. La délégation russe souhaiterait savoir ce que la Rapporteuse spéciale veut dire lorsqu'elle recommande aux États de promouvoir le travail des défenseurs et défenseuses clandestinement engagés dans d'autres pays.

97. **M<sup>me</sup> Langerholc** (Slovénie) trouve inacceptable que des défenseurs et des défenseuses des droits humains continuent d'être maltraités et poursuivis pour être venus en aide à des personnes dans le besoin. Elle demande comment faire pour que les dispositifs mentionnés par la Rapporteuse spéciale protègent au mieux celles et ceux qui sont obligés de travailler clandestinement par crainte des attaques et pour que les lois pénales ne soient pas détournées pour sanctionner les activités humanitaires.

98. **M. Dang** Tran Nam Trung (Viet Nam) dit que son pays reconnaît le rôle joué par les expertes et les experts mandatés au titre d'une procédure spéciale en matière de promotion et de protection des droits humains. Les éléments du rapport évoquant une cyberattaque lancée contre une organisation non gouvernementale du Viet Nam en raison de sa coopération avec l'ONU reposent malheureusement sur des informations incorrectes et partiales. La Rapporteuse spéciale devrait s'assurer que les renseignements qu'elle reçoit soient vérifiés. Le Viet Nam réitère son ferme engagement en faveur d'une coopération et d'un dialogue franc visant à renforcer les capacités de tous les États Membres en matière de droits humains.

99. **M. Cunha Pinto Coelho** (Brésil) souligne que la Rapporteuse spéciale a pointé les moyens par lesquels les environnements virtuels pouvaient créer des vulnérabilités pour le travail des défenseurs et des défenseuses des droits humains. Cependant, les technologies de l'information et des communications offrent également de nouvelles possibilités. Il serait donc intéressant de savoir comment les États et les autres parties prenantes peuvent mieux utiliser les espaces et outils numériques pour faire avancer la cause des défenseurs et des défenseuses des droits humains, par exemple en exploitant les mégadonnées, en promouvant la coopération technique et en favorisant la mise en place et l'entretien de leurs réseaux.

100. **M<sup>me</sup> Al-Mehaid** (Arabie saoudite) dit que son pays coopère avec tous les mécanismes des Nations Unies chargés des droits humains et répond à toutes les demandes et requêtes qui lui sont adressées. Il remplit



ses obligations internationales prévues par les conventions relatives aux droits humains auxquelles il a adhéré, et il prend toutes les mesures nécessaires en conformité avec le droit international des droits humains et les autres normes internationales.

101. **M<sup>me</sup> Li Xiaomei** (Chine) dit que la communauté internationale doit renforcer la coopération pour régler la question des réfugiés et des migrants. Les pays qui en ont les moyens et la responsabilité doivent aider à soulager les pays en développement. Aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans d'autres pays occidentaux, les personnes réfugiées ou migrantes sont l'objet d'exactions, de violences et de traitements inhumains. Les politiques mises en œuvre dans ces pays enfreignent sérieusement les droits de ces personnes. L'ONU doit suivre la situation de près.

102. **M. Tun** (Myanmar) dit que sa délégation souhaiterait savoir comment la communauté internationale, en particulier les pays de sa région, peuvent aider efficacement à faire cesser les atteintes contre les défenseurs et défenseuses des droits humains perpétrées par les militaires au Myanmar. Si les violations durent depuis des décennies, la situation a empiré après le coup d'État illégal de février 2021. Les militaires ont émis des mandats contre les défenseurs et les défenseuses des droits, ils les arrêtent, les torturent et les assassinent en violation du droit international des droits humains, ils pillent leurs maisons, confisquent et détruisent leurs biens et prennent les membres de leurs familles en otages.

103. **M. Chabi** (Maroc) dit que sa délégation soutient entièrement l'appel de la Rapporteuse spéciale en faveur d'un retour à la solidarité et souligne l'importance de la coopération internationale. Le Maroc applique systématiquement une politique de non-refoulement. L'intervenant demande comment on peut empêcher les pratiques de renvoi auxquelles se livrent de plus en plus les États, qui s'affranchissent de leurs obligations internationales en expulsant les migrants hors de leurs frontières. Il voudrait également savoir comment appliquer le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières de sorte à renforcer et à améliorer la protection des personnes migrantes.

104. **M<sup>me</sup> Lawlor** (Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains) dit que la protection des défenseurs et défenseuses des droits des réfugiés, des migrants et des demandeurs d'asile exige en premier lieu une volonté politique. Aucune avancée ne sera possible tant que les États ne reconnaîtront pas la légitimité et la fiabilité de ces personnes auxquelles il faut donner de la visibilité et qui ne doivent pas faire l'objet de campagnes de

dénigrement et d'attaques de la part de ministres ou de représentants de la puissance publique. Les défenseurs et défenseuses des droits humains ne doivent pas être pris pour cible lorsqu'ils travaillent sur les droits des réfugiés, des migrants et des demandeurs d'asile. Toutes les attaques perpétrées contre ces personnes doivent faire l'objet d'enquêtes et de poursuites de la part d'acteurs tant étatiques que non étatiques.

105. Il faut trouver des moyens habiles de soutenir les défenseurs et défenseuses des droits humains qui agissent clandestinement. Par exemple, le commissaire polonais aux droits humains a décerné le prix annuel Paweł Włodkowic à un petit village situé près de la frontière biélorussienne en reconnaissance de l'aide anonyme apportée aux migrants.

106. L'année à venir marquant le vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus (Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme), et puisqu'il importe que les jeunes continuent de défendre les droits humains, la Rapporteuse spéciale fera en sorte de rendre ces derniers visibles et de faire entendre leur voix.

107. Les remarques concernant le Viet Nam étaient basées sur le dernier rapport en date du Secrétaire général sur la coopération avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme, dans lequel ce pays est mentionné à plusieurs reprises. La Rapporteuse spéciale n'est pas la seule à pointer les problèmes concernant la Hongrie. L'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, l'Union européenne et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe l'ont fait également. Il reste beaucoup de progrès à réaliser dans ce pays.

108. La Rapporteuse spéciale étudie avec prudence les informations dont elle dispose et est donc certaine de celles qu'elle présente. Elles proviennent de sources très diverses, qui comprennent non seulement des organisations non gouvernementales mais aussi des organismes universitaires bien renseignés. Le représentant de la Fédération de Russie a souligné la nécessité de punir les personnes qui enfreignent la loi ; cependant la loi doit être juste, sinon les gens ne la respectent pas. La Rapporteuse spéciale met en œuvre la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme dans le respect de la Charte des Nations Unies, qui constitue le cadre juridique et la norme à l'aune de laquelle sont mesurées les législations nationales.

109. La Rapporteuse spéciale apprécierait que les Émirats arabes unis l'invitent à visiter le pays et à se rendre compte de la situation. Deux défenseurs des droits humains, Mohamed Abdullah al-Roken et Ahmed Mansoor, y ont purgé de longues peines de prison mais attendent encore d'être libérés. La Rapporteuse spéciale encourage les autorités nationales à les relâcher. Elle prend note des commentaires du représentant de l'Arabie saoudite et se penchera plus attentivement sur la situation des défenseurs et des défenseuses des droits humains dans ce pays.

110. La Rapporteuse spéciale félicite la Côte d'Ivoire pour l'adoption et la mise en œuvre de la loi sur la protection des défenseurs et des défenseuses des droits humains. La Mongolie a adopté une loi similaire qui doit encore être mise en œuvre. Tous les États peuvent adopter des lois et des mesures qui montrent clairement que les défenseurs et les défenseuses des droits humains méritent d'être traités comme les autres citoyennes et citoyens.

111. Il existe un réel danger que les discours tenus sur le phénomène migratoire influencent la politique des États. Ces derniers suivent des intérêts politiques et stratégiques qui laissent rarement place à l'accueil des réfugiés, des migrants et des demandeurs d'asile sur le sol national. Il faut évoluer vers des discours positifs qui affirment la légitimité du travail des personnes qui défendent les droits des réfugiés, des migrants et des demandeurs d'asile.

*La séance est levée à 17 h 25.*